

Titres négociables à moyen terme

(Negotiable European Medium Term Notes - NEU MTN)¹

Programme non garanti

DOCUMENTATION FINANCIERE (DF)	
Nom du programme	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe, NEU MTN
Nom de l'émetteur	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe
Type de programme	NEU MTN
Plafond du programme (en euro)	750 millions euros
Garant	Les NEU MTN ne bénéficient pas de garantie particulière
Notation du programme	Standard & Poor's
Arrangeur	Sans objet
Conseil (s) à l'introduction	Sans objet
Conseil (s) juridique (s)	Sans objet
Agent(s) domiciliataire(s)	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe Banque Fédérative du Crédit Mutuel
Agent(s) placeur(s)	Les titres seront placés par la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe elle-même, auprès de sa clientèle, sur le marché interbancaire et par l'intermédiaire de courtiers dont la liste à ce jour est la suivante : - TRADITION Securities and Futures OTC - TULETT PREBON (EUROPE) LIMITED - AUREL BGC - HPC - NEWEDGE GROUP - GFI SECURITIES LIMITED - AFS GROUP
Date de signature de la documentation financière	20/05/2020
Mise à jour par avenant	Sans objet

Documentation établie en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

Un exemplaire de la présente documentation est adressé à :

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/financements-de-marche/marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION		
Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et article 6 de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures		
1.1	Nom du programme	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe, NEU MTN
1.2	Type de programme	NEU MTN
1.3	Dénomination sociale de l'Émetteur	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe
1.4	Type d'émetteur	Établissement de crédit
1.5	Objet du programme	Optionnel*
1.6	Plafond du programme (en Euro)	750 millions euros
1.7	Forme des titres	Les NEU MTN sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.
1.8	Rémunération	La rémunération des NEU MTN est libre. Cependant, l'Émetteur s'engage à informer la Banque de France lorsque la rémunération est liée à un indice ou varie en application d'une clause d'indexation qui ne porte pas sur un taux usuel du marché interbancaire, monétaire ou obligataire. Le Programme permet également l'émission de NEU MTN dont la rémunération peut être fonction d'une formule d'indexation ne garantissant pas le remboursement du capital à leur échéance. La confirmation de l'émetteur relative à une telle émission mentionnera explicitement la formule de remboursement et la fraction du capital garanti. Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération du NEU MTN seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat.
1.9	Devises d'émission	Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l'émission conformément à l'article D. 213-6 du Code monétaire et financier.
1.10	Maturité	L'échéance des NEU MTN sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes, la durée des émissions de NEU MTN doit être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles). Les NEU MTN peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

		<p>Les NEU MTN émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Emetteur ou du détenteur ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Emetteur et/ou du détenteur).</p> <p>Les NEU MTN émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Emetteur (au gré de l'Emetteur ou du détenteur ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Emetteur et/ou du détenteur).</p> <p>L'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de NEU MTN, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.</p> <p>En tout état de cause, la durée de tout NEU MTN assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit NEU MTN.</p>
1.11	Montant unitaire minimal des émissions	150 000 euros ou la contrevaletur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission.
1.12	Dénomination minimale des Titres de créances négociables	En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des NEU MTN émis dans le cadre de ce programme doit être de 150 000 euros ou la contrevaletur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission.
1.13	Rang	Optionnel*
1.14	Droit applicable au programme	Droit français
1.15	Admission des TCN sur un marché réglementé	Non
1.16	Système de règlement-livraison d'émission	EUROCLEAR France
1.17	Notation(s) du programme	<p>Noté par Standard & Poor's</p> <p>https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/details/-/instrument-details/debtType/SRUNSEC/entityId/120698</p> <p>Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.</p>
1.18	Garantie	Les NEU MTN émis ne bénéficient pas de garantie particulière.
1.19	Agent(s) domiciliaire(s) (liste exhaustive)	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe Banque Fédérative du Crédit Mutuel

*Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

1.20.	Arrangeur	Sans objet
1.21	Mode de placement envisagé	<p>Les titres seront placés par la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe elle-même, auprès de sa clientèle, sur le marché interbancaire et par l'intermédiaire de courtiers dont la liste à ce jour est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TRADITION Securities and Futures OTC - TULLETT PREBON (EUROPE) LIMITED - AUREL BGC - HPC - NEWEDGE GROUP - GFI SECURITIES LIMITED - AFS GROUP <p>L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur, assurer lui-même le placement, ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.</p>
1.22	Restrictions à la vente	Optionnel*
1.23	Taxation	Optionnel *
1.24	Implication d'autorités nationales	Banque de France
1.25	Contact (s)	Email : dirfin17@cmne.fr Tel : 03 20 78 37 28
1.26	Informations complémentaires relatives au programme	Optionnel *
1.27	Langue de la documentation financière faisant foi	Français

*Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

2. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR		
Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et article 7 de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures		
2.1	Dénomination sociale de l'émetteur	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe
2.2	Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents	La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe est une société coopérative à forme anonyme à capital variable de droit français. Elle est régie par la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés à capital variable, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et la loi bancaire du 24 janvier 1984 (intégrée dans le Code Monétaire et Financier depuis le 1er janvier 2001). Elle est immatriculée au greffe du Tribunal de Commerce de LILLE et dépend de cette juridiction.
2.3	Date de constitution	26/01/1967
2.4	Siège social et principal siège administratif (si différent)	Siège social : 4 Place Richebé 59000 LILLE.
2.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiant LEI	RCS LILLE METROPOLE 320 342 264 LEI : 969500MOQLCWGNJR5B72
2.6	Objet social résumé	La Caisse Fédérale a pour but de gérer les intérêts communs des caisses adhérentes et de leurs sociétaires.
2.7	Renseignements relatifs à l'activité de l'émetteur	<ul style="list-style-type: none"> - La collecte de ressources monétaires et financières - L'octroi de crédits - Les services bancaires et financiers, les assurances Se référer aux pages 30 à 39 du rapport annuel 2019 et aux pages 32 à 55 du rapport annuel 2018 : <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'activité « Banque », se référer aux pages 30 à 37 du rapport annuel 2019 et aux pages 32 à 45 du rapport annuel 2018 - Pour l'activité « Asset Management », se référer aux pages 38 à 39 du rapport annuel 2019 et aux pages 46 à 53 du rapport annuel 2018. Cf. Annexe II.
2.8	Capital	Le capital est variable. Il s'élève à 372 545 250 Euros au 31 décembre 2019, et est composé de 2 483 635 actions d'une valeur nominale de 150 euros chacune.
2.8.1	Montant du capital souscrit et entièrement libéré	Le capital est libéré en intégralité
2.8.2	Montant du capital souscrit et non entièrement libéré	Sans objet
2.9	Répartition du capital	Aucun actionnaire ne détient au moins 5% du capital
2.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés	Non applicable
2.11	Composition de la direction	Au 31 décembre 2019, la composition de la direction s'établissait comme suit : Monsieur André HALIPRE – Président Monsieur Eric CHARPENTIER – Directeur

		<p>Général Monsieur Christian NOBILI – Directeur Général Délégué. Se référer aux pages 15 et 16 du rapport annuel 2019 et aux pages 16 et 17 du rapport annuel 2018. Le mandat de Monsieur André HALIPRE arrivant à échéance, le conseil d'administration a, le 12 mai 2020, élu comme Président Monsieur Olivier OGER pour lui succéder. Se référer à la page 43 du rapport annuel 2019. Cf. Annexe II.</p>
2.12	Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)	Référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.
2.13	Exercice comptable	Du 01/01 au 31/12
2.13.1	Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé	12/05/2020
2.14	Exercice fiscal	Du 01/01 au 31/12
2.15	Commissaires aux comptes de l'émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur	
2.15.1	Commissaires aux comptes	<p>- SA MAZARS 61 rue Regnault 92400 COURBEVOIE - SA DELOITTE & ASSOCIES 185 avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE</p>
2.15.2	Rapport des commissaires aux comptes	<p>Les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels 2018 (pages 263 à 268 du rapport annuel 2018) et 2019 (pages 231 à 235 du rapport annuel 2019) sont inclus en annexe II de la présente documentation financière. Les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux 2019 et 2018 de la CFCMNE sont accessibles à la fin de la présente documentation financière.</p>
2.16	Autres programmes de l'émetteur de même nature à l'étranger	Sans objet
2.17	Notation de l'émetteur	Noté par Standard & Poor's
2.18	Information complémentaire sur l'émetteur	Optionnel *

*Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures

<i>Certification des informations fournies pour l'émetteur</i>		
3.1	Nom et fonction de la ou des personne(s) responsable(s) de la documentation financière portant sur le programme NEU MTN	Monsieur Eric Charpentier Directeur Général
3.2	Déclaration pour chaque personne responsable de la documentation financière portant sur le programme NEU MTN	A ma connaissance, l'information donnée par l'émetteur dans la documentation financière est exacte, précise et ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée ni d'indications fausses ou de nature à induire en erreur
3.3	Date, lieu et signature	Fait à Lille, le 20/05/2020 Monsieur Eric Charpentier Directeur Général Caisse Fédérale du Crédit Mutuel <small>Nord Europe</small> 4 place Richebé CS81009 59011 LILLE

ANNEXES		
Annexe I	Notation du programme d'émission	La notation attribuée par Standard & Poor's à ce programme peut être vérifiée à l'adresse internet suivante : https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/details/-/instrument-details/debtType/SRUNSEC/entityId/120698
Annexe II	Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu²	Un lien internet permet d'accéder aux documents : Rapport annuel 2019 : https://www.creditmutuel.fr/partage/fr/CC/CMNE-2018/telechargements/institutionnel/rapport-annuel/2019/RA_2019.pdf Rapport annuel 2018 : https://www.creditmutuel.fr/partage/fr/CC/CMNE-2018/telechargements/institutionnel/rapport-annuel/2018/ra-2018-complet.pdf
Annexe III	Avenant daté sous format électronique et papier (signé)	Sans objet

²Les informations exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier, incluant les documents mis à disposition de l'Assemblée générale des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu, sont communiquées à toute personne qui en fait la demande, conformément à l'article D.213-13 du code monétaire et financier.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe

Société Anonyme

4, place Richebé
59000 Lille

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe

Société Anonyme

4, place Richebé
59000 Lille

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 février 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Deloitte & Associés : les principales missions réalisées sur l'exercice 2019 ont porté sur des revues de conformité à certaines réglementations.
- Mazars : les principales missions réalisées sur l'exercice 2019 ont porté sur des revues de conformité à certaines réglementations et au rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit - Dépréciation des prêts et créances de la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe est exposée aux risques de crédit. Comme mentionné à la note 3 de l'annexe, le stock de dépréciation sur les encours de crédit s'élève à 22,9 M€ pour un encours brut de prêts et créances à la clientèle de 1 019 M€ (dont un encours faisant l'objet de dépréciation individuelle de 46,1 M€) au 31 décembre 2019.</p> <p>Le risque de crédit résulte de l'incapacité des clients de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe à faire face à leurs engagements financiers. Votre établissement constitue ainsi des dépréciations destinées à couvrir ce risque, en appréciant le risque de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.</p> <p>Ainsi, les encours de crédits ayant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées sur base individuelle. Ces dépréciations sont appréciées dossier par dossier, à dire d'expert, en tenant compte de l'effet des garanties. Elles sont égales aux pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis. Les pertes provisionnelles sont égales à la différence entre les flux</p>	<p><i>Dépréciation des encours de crédits douteux et contentieux sur base individuelle</i></p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Ainsi, dans ce cadre, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none">• de tests de contrôle sur le dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ainsi que sur le processus de revue de crédit et sur le dispositif de valorisation des garanties,• par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions. <p><i>Provisionnement collectif</i></p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">• vérifier l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une

<p>contractuels initiaux (déduction faite des flux déjà encaissés) et les flux prévisionnels.</p> <p>Par ailleurs, votre Banque enregistre des provisions collectives dont les modalités d'estimation sont basées sur des modèles développés par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations collectives que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en risque avéré.</p>	<p>fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits,</p> <ul style="list-style-type: none"> • une revue critique des travaux des auditeurs du Groupe Crédit Mutuel qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> ➢ ont vérifié l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence adéquate le caractère approprié des modèles de dépréciations et les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, ➢ ont apprécié la pertinence de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2019, ➢ ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.
--	--

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 23 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous portant sur les informations relatives aux délais de paiement. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement aux dates d'arrêté des comptes et de mise à disposition du rapport de gestion, relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent

pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe par l'assemblée générale du 11 mai 2007 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 30 mai 2012 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2019, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 8ème année.

Précédemment, le cabinet CEAF Européenne Audit, qui a été racheté par le cabinet BDO Marque et Gendrot (lui-même racheté ensuite par Deloitte & Associés), ont exercé les fonctions de commissaire aux comptes de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe respectivement de 1994 à 2006 et de 2006 à 2007.

Précédemment, le cabinet ACEA, qui a été racheté par le cabinet Mazars, a exercé les fonctions de commissaire aux comptes de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe de 1994 à 2011.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son

opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables

en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris – La Défense, le 21 avril 2020

Les commissaires aux comptes

Mazars

Deloitte & Associés

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe

Société Anonyme

4, place Richebé
59000 Lille

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Mazars
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris - La Défense Cedex

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe

Société Anonyme

4, place Richebé
59000 Lille

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Deloitte & Associés : les principales missions réalisées sur l'exercice 2018 ont porté sur des revues de conformité à certaines réglementations.
- Mazars : les principales missions réalisées sur l'exercice 2018 ont porté sur des revues de conformité à certaines réglementations et au rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Fusion BCMNE – Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Conseil d'Administration de la Caisse Fédérale et le Directoire de la BCMNE ont arrêté les conditions et modalités de la fusion par absorption de la BCMNE par la Caisse Fédérale du CMNE.</p> <p>Cette opération, juridiquement effective le 18 juin 2018, a pris effet, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1er janvier 2018 et a généré un boni de fusion de 29,6 millions d'euros (cf. faits marquants et note 26 de l'annexe).</p> <p>Cette fusion se traduit dans les comptes par l'augmentation significative du bilan, par l'intégration d'une nouvelle activité de crédits aux entreprises et par la refonte de certains processus opérationnels, nous conduisant à considérer cette fusion comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à revoir et apprécier la reprise des balances comptables de la BCMNE, ainsi que les impacts de l'opération.</p> <p>Dans ce cadre, nous avons notamment mené les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• prise de connaissance du traité de fusion entre la BCMNE et la Caisse Fédérale du CMNE,• revue du suivi des incidents opérationnels post-fusion,• revue des travaux de fiabilisation de la reprise des soldes comptables de la BCMNE par les équipes comptables de la Caisse Fédérale du CMNE,• revue du calcul du boni de fusion et de l'information fournie dans les notes annexes.

Risque de crédit - Dépréciation des prêts et créances de la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe, suite à l'absorption de la BCMNE, est exposée aux risques de crédit. Comme mentionné à la note 3 de l'annexe, le stock de dépréciation sur les encours de crédit s'élève à 20,1 M€ pour un encours brut de prêts et créances à la clientèle de 1.157 M€ (dont un encours faisant l'objet de dépréciation individuelle de 43,1 M€) au 31 décembre 2018.</p> <p>Le risque de crédit résulte de l'incapacité des clients de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe à faire face à leurs engagements financiers. Votre établissement constitue ainsi des dépréciations destinées à couvrir ce risque, en appréciant le risque de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.</p> <p>Ainsi, les encours de crédits ayant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées sur base individuelle. Ces dépréciations sont appréciées dossier par dossier, à dire d'expert, en tenant compte de l'effet des garanties. Elles sont égales aux pertes prévisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux (déduction faite des flux déjà encaissés) et les flux prévisionnels.</p> <p>Par ailleurs, votre Banque enregistre des provisions collectives dont les modalités d'estimation ont évolué sur cet exercice, basées sur les nouveaux modèles développés par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations collectives que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en risque avéré.</p>	<p><i>Dépréciation des encours de crédits douteux et contentieux sur base individuelle</i></p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Ainsi, dans ce cadre, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de tests de contrôle sur le dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ainsi que sur le processus de revue de crédit et sur le dispositif de valorisation des garanties, • par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions. <p><i>Provisionnement collectif</i></p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits, • une revue critique des travaux des auditeurs du Groupe Crédit Mutuel qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> ➢ ont vérifié l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence adéquate le caractère approprié des modèles de dépréciations et les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, ➢ ont apprécié la pertinence de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018, ➢ ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.

Fusion GACM - NEA

Risque identifié	Notre réponse
<p>Pour rappel, au cours du quatrième trimestre 2017, le groupe Crédit Mutuel Nord Europe et le groupe Crédit Mutuel-CM11, devenu Crédit Mutuel Alliance Fédérale le 9 novembre 2018, ont entamé des réflexions sur un projet de fusion de leurs entités d'assurance.</p> <p>La fusion a été réalisée en date du 21 juin 2018 avec l'approbation par l'ACPR de cette opération. A partir de cette date, la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe détient 10,22% du nouvel ensemble GACM et un siège au conseil de surveillance (cf. faits marquants de l'annexe).</p> <p>Cette fusion se traduit au compte de résultat par une plus-value de cession de 236.7 millions d'euros en date de réalisation, compensée en partie par un impact négatif de -47.1 millions d'euros de reprise du mali technique (cf. note 26 de l'annexe).</p>	<p>Dans le cadre de cette opération, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">• pris connaissance les contrats de fusion entre les deux entités,• rapproché les écritures comptabilisées au titre de l'opération des éléments juridiques et des valorisations réalisées,• apprécié la valorisation des titres obtenus à la suite de l'opération dans les comptes sociaux en date de clôture,• évalué le caractère suffisant des informations relatives à cette opération fournies dans les notes annexes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

5 | Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe | Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
| Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe par l'assemblée générale du 11 mai 2007 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 30 mai 2012 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 7ème année.

Précédemment, le cabinet CEAF Européenne Audit, qui a été racheté par le cabinet BDO Marque et Gendrot (lui-même racheté ensuite par Deloitte & Associés), ont exercé les fonctions de commissaire aux comptes de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe respectivement de 1994 à 2006 et de 2006 à 2007.

Précédemment, le cabinet ACEA, qui a été racheté par le cabinet Mazars, a exercé les fonctions de commissaire aux comptes de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe de 1994 à 2011.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

7 | Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe | Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
| Exercice clos le 31 décembre 2018

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris – La Défense, le 9 avril 2019

Les commissaires aux comptes

Mazars

Deloitte & Associés